

La stratégie des

maringouins

Lise St-Germain, présidente
Sylvie Tardif, coordonnatrice
Centre d'organisation mauricien de services
et d'éducation populaire (COMSEP)

**Pourquoi s'occuper de
développement économique ?
Les groupes populaires
d'alphabétisation ont-ils
un rôle à jouer en
ce sens ?**

Depuis 1986, l'organisme COMSEP lutte contre la pauvreté. Pour ce faire, il privilégie une approche globale, c'est-à-dire que son intervention vise à améliorer les conditions de vie sociales, culturelles, politiques et économiques des personnes appauvries. Il rejoint annuellement près de 4 000 personnes, dont 400 participent à titre de membres à diverses activités et profitent des services offerts. L'équipe de travail compte 17 personnes permanentes et 125 bénévoles œuvrant dans les différents volets d'intervention. Plusieurs comités et activités ont été mis en place pour répondre aux besoins des personnes rejointes et réaliser concrètement la mission de COMSEP : le comité envol alpha, les cuisines collectives, le comptoir vestimentaire, le comité APPUI (soutien aux familles monoparentales), le collectif de femmes, le collectif d'hommes et de pères, le théâtre populaire, la formation professionnelle ainsi que le développement économique par la mise en place de micro-entreprises d'économie sociale.

Le présent article explique pourquoi et dans quel contexte un organisme en alphabétisation et en éducation populaires comme COMSEP s'est intéressé, avec les années, au développement économique, comment il a graduellement investi l'univers économique à partir des besoins et réalités des personnes rejointes et quels obsta-



clés il a surmontés pour relever le défi. Il fait également ressortir l'importance du développement économique communautaire dans un projet de société axé sur la démocratie, l'égalité et la justice, le rôle du mouvement communautaire et la contribution des groupes populaires en alphabétisation dans l'adoption d'une approche alternative en développement économique.

Des victoires qui motivent l'action

Alphabétiser, on l'a dit, c'est travailler à améliorer les conditions de vie sociales, politiques, culturelles et économiques des personnes. Cette perspective globale a toujours été présente dans l'approche de notre organisme, et nous avons conçu au cours des années des pratiques qui agissent sur chacune de ces dimensions. À ce titre, notre organisme participe aux grandes luttes du mouvement communautaire (projet de loi contre la pauvreté, marche des femmes, chômage, aide sociale, salaire minimum, etc.), mais aussi essaie concrètement de remporter des victoires à plus petite échelle pour donner espoir aux personnes, leur permettre de croire en elles et en leur potentiel. Par exemple, notre organisme a déposé avec ses membres un mémoire sur l'accès à la culture¹. Cela a donné lieu à des ententes avec la Corporation culturelle de Trois-Ri-

vières et d'autres organismes pour que les personnes à faible revenu aient accès à des spectacles, à des musées, à la bibliothèque et à des représentations théâtrales.

Par l'alphabétisation, nous tentons de mettre en action les personnes et de favoriser l'exercice d'une citoyenneté participative. À chacune des élections fédérales, provinciales ou municipales, des ateliers d'alphabétisation-conscientisation sont organisés afin que les personnes soient informées et comprennent les enjeux politiques et économiques. À ces occasions, nous invitons les candidats et les candidates de chaque parti à un débat et nous permettons aux personnes de leur poser les questions qui les préoccupent,

Notre organisme a mené, il y a quelques années, une petite lutte au niveau municipal pour que les personnes à faible revenu aient accès, à très faible coût, à la plus grande piscine publique familiale de Trois-Rivières. Après plusieurs démarches et quelques sorties médiatiques, nous avons eu gain de cause.

Ces petites victoires permettent aux gens de croire aux luttes qui sont plus difficiles à gagner, c'est-à-dire les luttes à une plus grande échelle qui interpellent les structures politiques et économiques et qui feront, à long terme, sortir les personnes de leur situation de pauvreté,

*La question de l'emploi,
à COMSEP, est devenue
importante à partir du moment
où les membres y ont accordé
de l'importance et y ont vu
une solution à leur exclusion,
une voie de sortie à
leur pauvreté.*

De l'intervention sociale à l'économie sociale

Certains diront : pourquoi se mêler de l'économie et de l'emploi alors que la mission des groupes populaires en alphabétisation relève plus des dimensions sociales et éducatives ? Notre réponse à ce questionnement et à ce débat nous est venue des préoccupations et des besoins de nos membres. La question de l'emploi, à COMSEP, est devenue importante à partir du moment où les membres y ont accordé de l'importance et y ont vu une solution à leur exclusion, une voie de sortie à leur pauvreté. Dans la perspective d'une approche globale de l'intervention, il nous apparaissait tout à fait nécessaire de lier les problèmes sociaux aux conditions économiques et de tenter de trouver des réponses cohérentes. Et c'est là qu'a commencé un grand défi pour notre organisme, celui de l'emploi. Même si le bien-être des individus ne passe pas seulement par l'emploi, il n'en demeure pas moins que dans notre société nord-américaine, le travail joue actuellement un rôle important et déterminant, particulièrement en termes de reconnaissance sociale, d'identité et de lien social. Les personnes analphabètes ont aussi intégré ces valeurs dominantes et aspirent à la reconnaissance sociale que pourrait leur apporter un travail. Même s'il ne constitue pas la seule source d'épanouissement, nous croyons tout de même que le travail est un moyen d'améliorer les conditions économiques des personnes et de lutter contre leur exclusion. Remplis de bonnes

intentions, nous nous sommes donc lancés dans cette aventure sans trop en évaluer au départ les obstacles. Cependant, nous nous sommes rapidement heurtés à un obstacle majeur, celui de l'accès à l'emploi des personnes peu scolarisées.

En effet, l'accès à l'emploi pour les personnes peu scolarisées est un défi de taille. Un adulte analphabète venant de terminer un processus d'alphabétisation possède l'équivalent d'une première secondaire. Rares sont les personnes qui suivent un processus afin d'obtenir les équivalences du secondaire, alors que les exigences du marché du travail actuel sont de plus en plus axées sur des critères de scolarité. Par exemple, pour balayer les rues aujourd'hui, on doit posséder une cinquième secondaire.

Pourtant, après avoir traversé tout un processus d'alphabétisation, ces personnes se sentent prêtes et mieux outillées pour affronter la société, et leur désir le plus grand est très souvent de se sortir de leur pauvreté par l'obtention d'un emploi. Mais il ne suffit pas de vouloir un emploi pour en avoir un. Ceux et celles qui ont tenté de relever le défi ont dû faire face à une réalité qui les frappe de plein fouet, celle du mur de l'emploi.

En effet, selon une étude réalisée par Denis Ross en 1996², 68 %, soit plus des deux tiers des personnes peu scolarisées ayant moins d'une cinquième secondaire sont sans travail, et 77 % des personnes n'ayant pas atteint une deuxième secondaire ne travaillent pas.

Afin de permettre à ces personnes d'avoir accès à un emploi et en tenant compte des réalités actuelles et des exigences du marché, COMSEP a décidé de relever le défi du développement économique. Pour ce faire, nous avons mis en place un programme de formation préparatoire à l'emploi adapté aux personnes peu scolarisées dans des métiers peu spécialisés en demande sur le marché. Notre organisme offre donc des programmes de formation professionnelle dans des métiers aussi variés que la cuisine d'établissement, le transport routier, la couture industrielle, l'aide domestique, l'opération de machine à bois et la manutention. Le programme présente la possibilité de faire des stages en milieu de tra-

vail. De plus, un accompagnement soutenu est offert durant toute la formation, au moment des stages, pendant la période de recherche d'emploi ainsi qu'en emploi. Cette démarche adaptée nous permet d'avoir un taux de placement et de rétention à l'emploi de 83 %.

L'entrepreneuriat collectif comme projet de société

Malgré tous nos efforts et notre taux de réussite élevé, ce programme, même s'il s'adresse à des gens peu scolarisés, était encore trop difficile pour certaines personnes, en particulier celles qui ont une plus faible scolarité (première secondaire et moins) et qui ont été plus longtemps éloignées du marché du travail. En effet, dans certains cas, le retour en emploi dans le marché du travail actuel est un choc et une réalité complexe. Malgré le désir d'occuper un emploi et de « travailler comme tout le monde », une fois les deux pieds dedans, c'est un tout autre défi ! Leur condition de pauvreté a laissé chez ces personnes un héritage qui se traduit par l'insécurité, la peur de l'échec et une capacité de production parfois diminuée en raison d'une santé précaire, tous des facteurs pouvant malheureusement nuire à leur intégration à l'emploi.

Pour faire face à ces obstacles, COMSEP a décidé d'innover encore et de créer des micro-entreprises de nature collective ayant comme finalité sociale l'intégration des personnes peu scolarisées exclues du marché du travail. La première entreprise à voir le jour a été un service de traiteur, les Buffets Bouff'elles. Ce projet a été lancé par un groupe de femmes issues des cuisines collectives qui désiraient relever le défi de l'emploi. L'idée d'un service de traiteur leur permettait de miser sur les compétences et les capacités qu'elles avaient acquises dans leur rôle de mère et de les transférer dans une situation de travail rémunéré. Le fait d'être accompagnées dans leur démarche par COMSEP les a sécurisées. Le service de traiteur, situé dans les locaux de l'organisme, leur a permis de bénéficier, pendant la période de démarrage, du soutien financier et technique de COMSEP. En plus de gérer

un café-restaurant et un casse-croûte estival, Bouff'elles est maintenant devenu le troisième traiteur en importance à Trois-Rivières. Bouff'elles a créé depuis son ouverture quatre emplois à temps plein et six à temps partiel.

COMSEP a également mis sur pied une ébénisterie ainsi qu'une micro-entreprise d'ensachage de café. De plus, afin de répondre à un plus grand nombre de besoins, nous avons créé en 1996 ECOF (Economie communautaire de Francheville), un nouvel organisme dont la mission première est de favoriser l'accès à l'emploi des personnes peu scolarisées par la mise en place de micro-entreprises et de services liés à l'emploi.

Dans une perspective d'éducation populaire, le développement économique communautaire véhiculé par COMSEP a des visées sociales et alternatives et s'inscrit dans un projet de société global qui vise la démocratisation de l'économie. À ce titre, les entreprises créées misent sur les principes et les valeurs d'un projet de société plus juste sur les plans économique et social. Ces principes, similaires à ceux de l'économie sociale, reposent sur la gestion collective des entreprises, la finalité sociale, la redistribution des surplus d'argent, la création d'emplois durables et l'obtention de salaires décents. Les entreprises d'économie sociale posent le défi de faire de l'économie une économie au service des personnes et en solidarité avec les personnes exclues. Il s'agit donc d'intégrer, aux dimensions économiques du travail, des dimensions sociales. Bien évidemment, cet objectif ne se réalise pas sans défis,

*Dans notre société
nord-américaine, le travail
joue actuellement un rôle
important et déterminant,
particulièrement en termes
dereconnaissance
sociale, d'identité
et de lien social.*

*Le milieu social ne peut
à lui seul se préoccuper du sort
des plus démunis de la société, car
l'exclusion, c'est la responsabilité
de tout le monde, de la société
et de ses actrices et acteurs
institutionnels, économiques,
politiques, syndicaux ou
issus du mouvement
chrétien engagé.*

Le premier défi provient du choc des cultures entre le monde de l'économique et le monde du social, comprenant les milieux communautaire, syndical, chrétien et institutionnel. En effet, la pratique nous a démontré que notre vision des problèmes sociaux est très différente. Les actrices et les acteurs sociaux ainsi que ceux de l'économique doivent donc adopter une vision commune des problèmes avec lesquels sont aux prises les personnes exclues et trouver des moyens pour les régler. Le deuxième défi consiste à apprendre collectivement à travailler autrement, à partir d'une approche concertée, globale et intégrée et non en vase clos, à mettre un frein à nos luttes de pouvoir et à reconnaître réciproquement nos expertises. Cela veut dire, de part et d'autre, faire des compromis en gardant toujours en tête les valeurs de fond et l'objectif final. Troisièmement, il faut travailler ensemble à des projets concrets et non seulement sur des idées. Cela signifie tenter des expériences nouvelles et sortir des sentiers battus. A ce titre, nous croyons que les actrices et les acteurs du social] sont des spécialistes en la matière. Le quatrième défi est d'inclure dans la démarche les premières personnes concernées, c'est-à-dire celles aux prises avec les problèmes. Du côté du social, cela va de soi, mais c'est beaucoup moins évident du côté des acteurs économiques. Le dernier défi consiste à reconnaître la nécessité de lutter globalement contre l'exclusion et non uniquement contre le chômage. Il s'agit sûrement de la contribution que peuvent apporter le social et l'éco-

nomique ensemble. En effet, l'emploi ne règle pas tout. La pauvreté, c'est aussi des problèmes de logement et d'accès aux loisirs, aux ressources, à la culture, aux services de santé. Cela veut aussi dire régler les problèmes de faim, de violence, d'isolement, etc. Lutter contre la pauvreté implique un combat sur deux fronts, l'économique et le social.

**Le rôle du mouvement communautaire
et des groupes populaires dans le
développement économique**

Plusieurs obstacles se présentent quand on décide de concilier monde économique et monde social. Premièrement, à cause de leur méconnaissance de l'économie sociale, les acteurs et actrices économiques et politiques considèrent trop souvent les acteurs de l'économie sociale comme des joueurs de ligues mineures. Plusieurs préjugés sont véhiculés à l'égard des pratiques d'économie sociale et de développement économique du communautaire, souvent qualifié de milieu « broche à balle » ! Un autre obstacle est lié aux limites des personnes avec qui on travaille. En effet, la condition sociale de ces personnes les désavantage sur plusieurs plans et réduit leur potentiel à long terme. De plus, les entreprises d'économie sociale doivent compétitionner dans le marché en tenant compte des principes et des valeurs qu'elles défendent, ce qui les empêche parfois d'être concurrentielles. Œuvrer en économie sociale dans le marché actuel, c'est un combat entre David et Goliath.

Le dernier obstacle est le rapport au temps. En éducation populaire, en alphabétisation populaire, en économie sociale, nous avons besoin de temps pour réaliser nos projets et pour aider les gens à sortir de la pauvreté. Or, l'État et nous n'avons pas le même rapport au temps. Par exemple, pour nous, une démarche de deux ans est une démarche à « court terme », alors que pour l'État, c'en est une à très long terme. À notre avis, le temps est lié au processus dans lequel s'inscrivent les personnes. Le processus est aussi important que les résultats, car c'est par lui très souvent qu'il est possible de créer des espaces de citoyenneté pour les personnes exclues. Il est donc nécessaire, dans cette perspective, de tra-

vailler avec les gens concernés, avec eux et non à leur place, de croire en leur potentiel et de fournir des moyens, des ressources et des conditions qui feront émerger ce potentiel.

Les espaces de citoyenneté s'inscrivent dans le champ du social, mais aussi dans celui de l'économique. Grâce aux expériences entrepreneuriales, les personnes acquièrent des capacités de gestion, des connaissances qui leur permettent de prendre part aux décisions et de jouer un rôle plus actif. Dans les entreprises, on gère collectivement l'organisation du travail, les finances, les ressources humaines, mais aussi les petits et gros problèmes du quotidien. Ainsi, on tisse par le travail le lien social qui se trouve à la base de tout exercice de la citoyenneté. Mais pour que cela se fasse, il faut que le monde du social s'aventure dans le monde de l'économique.

Quelle est la responsabilité des groupes populaires en alphabétisation en regard de cette question ? A notre avis, le milieu social ne peut à lui seul se préoccuper du sort des plus démunis de la société, car l'exclusion, c'est la responsabilité de tout le monde, de la société et de ses actrices et acteurs institutionnels, économiques, politiques, syndicaux ou issus du mouvement chrétien engagé. Cependant, les groupes populaires en alphabétisation et le mouvement communautaire ont acquis par leur pratique une expertise importante en matière de démocratie, de citoyenneté et d'éducation populaire. Cette expertise doit être mise au profit de nouvelles pratiques sociales en développement économique. Pourquoi laisserions-nous une dimension aussi importante que le développement économique dans les mains des seuls acteurs et actrices économiques ? Il nous semble que la dimension économique de nos luttes politiques et sociales est trop importante pour que nous la laissions uniquement sous la responsabilité des personnes qui ont du pouvoir dans la société. Il est nécessaire de mettre à profit le rôle politique de nos organisations afin d'élargir nos luttes et d'y faire valoir nos préoccupations, celles des personnes exclues, ainsi que notre projet de société. Les groupes communautaires sont aussi des groupes de pression dont le rôle est de faire entendre la voix des populations qui n'ont pas la possibi-

lité de revendiquer, ni de s'adresser aux élus, à la société ou aux acteurs et actrices économiques. Dans le contexte d'un discours néolibéral dominant, il nous apparaît encore plus nécessaire de se mêler, au nom de la démocratie, de l'égalité des chances et de la justice sociale, des affaires économiques de notre société. Si nous ne jouons pas ce rôle, qui le fera ?

La stratégie des maringouins

En conclusion, nous aimerions vous présenter la stratégie élaborée par notre organisme avec les années. Que ce soit dans nos luttes sociales, politiques ou économiques, nous avons très souvent à relever des défis et à surmonter des obstacles. L'histoire des luttes populaires nous a démontré que chaque fois que nous nous lançons dans le champ de la défense des droits des personnes exclues, appauvries, stigmatisées, nous nous attaquons à la grande armée. Quand nous affrontons des défis de taille, nous nous sentons souvent minuscules et isolés, et les obstacles nous semblent insurmontables. Pour garder courage, nous avons mis en branle, à COMSEP, la stratégie des maringouins. Ainsi, au besoin, les membres de COMSEP se transforment en tout petits maringouins. Un seul maringouin peut paraître bien insignifiant, mais imaginez un instant une nuée de maringouins fonçant vers un objectif commun ? Cela peut amener des transformations radicales ! Un premier ministre, même avec tout son pouvoir, ne pourrait pas résister à des milliers de maringouins dans une petite tente de camping !

En nous regroupant, en nous fixant des objectifs communs, nous pouvons relever des défis majeurs comme changer les mentalités, améliorer les conditions de vie et transformer ainsi la société. À vous de définir votre propre stratégie pour accomplir vos missions.

1. Voir l'article « L'accès à la culture » dans *Le Monde alphabétique*, n° 12, p. 7.

2. Denis ROSS, *Les personnes peu scolarisées et l'emploi*, Montréal, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, 1996, 66 pages.

